

BOUMERDÈS

Soutien massif de la population de Ouled-Moussa à son P/APC

En ces temps d'incertitudes et de perte de confiance des citoyens en leurs dirigeants, convaincre une poignée d'Algériens de se rendre à une activité politique publique relève de la gageure. Ce qui s'est passé ce jeudi à Ouled Moussa sort de l'ordinaire. Massivement, la population de cette commune a répondu à l'appel de son P/APC qui se dit victime d'un règlement de compte politique.

Dans cette commune réputée conservatrice, beaucoup de femmes étaient présentes à ce meeting. L'observateur, présent dans cette salle archicomble, ne peut qu'être interpellé par tant d'engouement populaire autour de la personne de Moussaoui Ahmed, le premier magistrat de cette paisible localité. «Nous sommes ici pour l'aider. Il a fait beaucoup de choses pour le pays et la commune. Il nous a ramené le gaz de ville, l'eau, construit des routes et d'autres acquis pour la population», dira Nacima, 28 ans, secrétaire de direction à Réghaïa. Elle est venue à ce rassemblement avec sa mère, son père et quelques voisins du village Ouled Hamada. «Je suis ici parce que Moussaoui a un véritable plan de développement pour la commune. Malheureusement, certains utilisent tous les moyens pour le diffamer», clame un enseignant. L'hommage de Chebine Yahia, 44 ans, a une résonance patriotique et politique

«En 1993, Ouled Moussa n'avait personne pour présider à ses destinées. En dépit du danger de l'époque, il s'est porté, avec M. Fedhloun, volontaire pour gérer la cité. Depuis ce temps, Moussaoui a réalisé beaucoup de choses. C'est pour cela que je suis présent pour le soutenir», dira-t-il avec force sous l'approbation des présents. L'un d'eux intervient «De Jijel, j'ai fui le terrorisme, j'ai trouvé ici un homme qui m'a aidé

pour m'établir ici en toute sécurité. Ce qui lui arrive est injuste.» Effectivement, parmi ses innombrables supporters, beaucoup viennent de la Grande et Petite-Kabylie, d'Alger ou d'autres villes de l'Est algérien pour s'installer dans cette localité. Tous s'accordent à dire que le P/APC de Ouled Moussa a banni le régionalisme de la gestion de la commune. Bien au contraire, disent-ils, il est à l'écoute de tous ses compatriotes. La preuve de sa tolérance est sa politique de rassemblement.

A chaque sortie publique, il fait l'effort de rédiger et de lire une partie de son discours en tamazight. Il y a lieu de rappeler que la présence massive des citoyens de cette commune à ce rassemblement est motivée par ce qu'ils considèrent comme leur devoir de soutenir leur P/APC poursuivi par la justice de Boumerdès sous l'accusation de dépassement sur les terres à vocation agricole. Selon Moussaoui, c'est à partir

d'actes de gestion administrative qu'est montée cette affaire par ses détracteurs qui s'acharnent, laisse-t-il entendre, à alimenter la justice avec des informations erronées. «Ils en ont fait une affaire politique.» Il s'explique longuement devant l'assistance du fait de sa venue à la salle qui lui renouvelle sa confiance.

«Cela fait plus de 18 ans que je gère la commune sous le contrôle de ma tutelle»

Une interminable ovation accueille le P/APC de Ouled Moussa qui était accompagné, par solidarité, de son frère de la ville de Réghaïa, Laâzhari Bachir et de quelques personnalités de la région.

Moussaoui a commencé son intervention par répliquer à ses détracteurs qu'il s'abstient de nommer. Mais un voisin nous souffle des noms de militants du FLN du RND et du MSP. «Ils disent qu'ils sont la société civile. Mais vous êtes la véritable

société majoritaire dans notre commune.»

Et d'ironiser : «C'est peu honorable et c'est honteux de poursuivre un combat contre un adversaire qui vous a battu par KO. Ces gens ont été battus en 1997, en 2002 et en 2007 avec en prime un résultat unique en Algérie de 80 % en 2007.»

En effet en 2007, la liste des indépendants qu'il a conduite, a gagné 8 sièges sur les 11 que compte l'Assemblée de Ouled Moussa. Après avoir brossé un tableau sur les réalisations faites et pris des engagements fermes concernant notamment l'affectation dans la transparence des 410 logements cédés par la wilaya sur le reste des 1500 unités construites dans la commune dans le cadre du programme destiné aux sinistrés, l'orateur revient à l'essentiel : répondre aux accusations qui pèsent sur lui.

«Après la catastrophe de 2003, nous avons prélevé en urgence 10 hectares d'une EAC pour l'installation de chalets au profit des sinistrés. Le président de la République avait inauguré ces habitations. Est-ce un d é p a s s e m e n t ? » s'interrogera-t-il. La foule répond «Non ! Non !» S'ensuit une longue ovation. L'orateur cite le cas du prélèvement de 20 hectares pour la construction des 1 500 logements destinés aux sinistrés ainsi que l'affectation de parcelles de terrain aux indus occupants des ex-DAS (domaines autogérés socialistes) qui logent dans des conditions précaires comme faisant partie de l'acte

d'accusation. Il est important de signaler que l'APW de Boumerdès a pris sur elle de régulariser, par délibération, la ponction au domaine agricole, tous les terrains prélevés pour l'installation des chalets des sinistrés ainsi que les terrains pour la construction des logements pour les victimes de la catastrophe naturelle de 2003. En outre, cette même institution (l'APW) a voté en 1999 une délibération autorisant les APC à affecter des parcelles de terrain aux anciens indus occupants des ex-DAS pour la construction d'habitations individuelles. Mais alors où sont les infractions dans ces dossiers ? Le P/APC assène une autre thèse : «Je suis à la tête de l'APC depuis 18 ans. Est-il possible que je puisse décider de quoi que ce soit sans l'accord de ma tutelle ?» Il poursuit ses éclaircissements sur les griefs retenus par la justice contre lui : «La construction d'un marché de gros d'intérêt national a été faite sur un terrain de 35 hectares d'une EAC délaissée. Après 5 ans de patientes démarches, le chef du gouvernement a donné son accord.

C'est un acquis économique très important pour la commune et la région.» En tout état de cause, après le plébiscite des électeurs en 2007 et comme l'ont constaté les observateurs, la population lui renouvelle en 2008 son soutien indéfectible. Les pouvoirs publics, dans toute leur composante, prendront-ils désormais en compte cette nouvelle donne ?

Abachi L.

LE CONSEIL DE LA WILAYA D'ALGER DU RND SE RÉUNIT

Le parti prône la réhabilitation de la vie administrative locale

Le conseil de la wilaya d'Alger du Rassemblement national démocratique (RND) a tenu hier sa deuxième session. Lors de cette réunion-bilan, les membres du parti ont reçu un message de la direction de leur parti portant sur «l'urgence de la réhabilitation de la vie administrative locale»..Comme l'a déclaré M. Seddik Chihab, membre du bureau national chargé de la wilaya d'Alger qui évoquera, en outre, un dysfonctionnement qui suscite le mécontentement de la population.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - Pour M. Seddik Chihab, il s'agit, à travers cette rencontre, d'effectuer un bilan des programmes lancés et de mettre les responsables locaux dans l'ambiance générale de la conjoncture politique actuelle. M. Chihab notera qu'en dépit des efforts fournis, de la volonté politique et des moyens mis en place, il existe un mécontentement général au sein de la population. «Données que nous voulons imposer dans les prochains débats», a déclaré M. Chihab. Selon notre

interlocuteur, il est nécessaire de mettre en évidence les maillons faibles de la chaîne de gouvernance. «Nous avons constaté un dysfonctionnement et une absence des commis de l'Etat sur le terrain. Il nous faut donc agir devant le défi du développement à relever. Il y a aussi ce grand objectif de mobiliser la population et de gagner la confiance des citoyens», explique le cadre du RND. Les recommandations du parti aux responsables locaux, c'est aussi la redynamisation des activités au niveau des différentes wilayas du pays. Les instructions concernent notamment les activités sportives, culturelles, de loisirs et de solidarité. «Nous devons gagner la bataille de la mobilisation au service des citoyens et ceux qui sont payés pour le faire doivent le réaliser», souligne Seddik Chihab, précisant, en outre, qu'il est nécessaire d'aller vers des réformes pratiques et de «réduire le fossé des inégalités et des incompréhensions». Les responsables du RND débattront, par ailleurs, la problématique de la gouvernance locale dans les débats des futures échéances politiques. Il sera aussi fait allusion à la déclaration faite ce jeudi par le Premier ministre concernant un

appel à «la mobilisation pour gagner la bataille du développement durable», comme l'ont précisé les cadres du RND. L'action sociale a aussi été à l'ordre du jour. Il s'agit, selon les intervenants, de la définition des moyens à mettre en œuvre pour l'action sociale aussi bien en amont qu'en aval. «La politique nationale de solidarité doit être redéfinie pour qu'elle ait des résultats», a déclaré, à ce propos, Seddik Chihab. Les cadres du parti mettront aussi l'accent sur l'urgence de l'amélioration de l'image de la capitale qui, dira Seddik Chihab, s'enfonce dans l'insalubrité et l'absence d'activités culturelles et de loisirs. «Les autorités locales sont dans l'obligation de redynamiser les actions en vue d'une vie économique et sociale qui sied à une capitale, ce qui est fait n'est pas suffisant.» Pour ce qui est des actions programmées pour l'année prochaine, le RND s'oriente vers la mobilisation de tous les moyens du parti pour faire face aux prochaines échéances électorales, diront les intervenants. Au niveau local, préciseront les intervenants, un «plan de bataille» est déjà mis en place pour préparer la prochaine élection présidentielle. F-Z.B.

AÏN-DEFLA

La distribution des logements ruraux contestée à El-Amra

Les habitants du douar Louroud, situé au nord de la commune d'El Amra, distante d'une quinzaine de km à l'ouest de Aïn-Defla, ont manifesté mercredi leur désapprobation et leur mécontentement à la suite de l'attribution de 30 logements ruraux.

Pour les soixante contestataires «la commission de daïra, qui est chargée de la distribution des logements, a fait preuve de partialité, il y a eu favoritisme au profit de certains proches de responsables locaux. Pour les élus, il

s'agit là d'accusations gratuites. La vraie raison, c'est qu'il y beaucoup plus de demandeurs que de logements à attribuer et qu'il est difficile de contenter tous les demandeurs. Pour ceux dont les noms ne figurent pas sur la liste des attributaires, il est porté à leur connaissance que d'autres logements seront attribués en 2009. Par ailleurs, à l'APC, on affirme aussi que c'est la commission de daïra qui est responsable de la distribution et que cette commission a travaillé en toute équité. Selon un des élus que nous avons contacté «le douar Louroud a bénéficié entre 2002 et 2007 de 100 logements ruraux que les bénéficiaires boudent et

ne les ont pas rejoints à ce jour préférant rester dans les bidonvilles». Notre interlocuteur ajoute que «sur les 18 douars que compte la commune, le douar Louroud à lui seul vient de bénéficier de 30 logements alors que d'autres douars n'ont rien eu. De plus, au mois de février prochain, d'autres logements seront attribués. La question du logement est une question nationale et personne ne possède de baguette magique pour satisfaire tout le monde et en même temps». Pour cet élu, ces soi-disant «contestataires», pratiquement toujours les mêmes, font le jeu de certains clans, un jeu politicien». Karim O.

CONSTANTINE

Un usager tue un receveur de bus

Le receveur d'un bus assurant la liaison du quartier El Guemmas à la station Khemisti, au centre-ville de Constantine, a trouvé la mort, mercredi en fin d'après-midi, après une agression à l'arme blanche. L'agresseur, neutralisé sur place par les policiers au niveau de la gare routière Est, n'est autre qu'un usager. Il aurait lacéré sa victime de coups de couteau, l'atteignant à la gorge. Selon des témoignages recoupés, le défunt aurait interdit à cet usager, qui était en train d'allumer un joint, de fumer à l'intérieur du bus. Une enquête a été diligentée par la police pour déterminer les circonstances exactes de ce drame. L. H.

RELIZANE

Une voiture dérape, trois morts

Tôt dans la matinée d'hier, une voiture avec à bord trois personnes âgées de 31, 20 et 20 ans, deux originaires de l'est du pays, et la troisième de la wilaya de Relizane, a dérapé à hauteur de Oued Slama, sur la RN 23. Les secouristes, accourus aussitôt sur les lieux de l'accident, ont constaté le décès des trois jeunes passagers. Les dépouilles mortelles ont été acheminées à la morgue de l'établissement public hospitalier Mohamed-Boudiaf de Relizane. Une enquête a été ouverte par l'unité de la Gendarmerie nationale de Oued Slama pour déterminer la causes exactes de ce drame.

A. Rahmane